



## Gisèle Pelicot donne de la voix à toutes les femmes qui se battent contre cette société

Le 2 septembre dernier s'est ouvert le procès de Dominique Pelicot. Ce père de famille a, pendant des années, drogué sa femme, Gisèle, pour la soumettre à des viols et violences sexuelles. Ce qui est tout aussi choquant dans cette affaire, c'est qu'aux côtés de Dominique Pelicot comparaissent cinquante autres coaccusés qui ont également participé aux viols. Dominique Pelicot les avait contactés via un site connu pour être un lieu de rencontres de prédateurs sexuels et de pédocriminels, un site qui n'a pourtant été fermé qu'en juin 2024, après 23 000 procédures engagées.

### Un crime qui rappelle que les violences contre les femmes restent un trait fondamental de la société actuelle

Dominique Pelicot a affirmé que, sur ce site, seuls trois hommes sur dix refusaient ses propositions. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun ne l'a dénoncé.

Les commentateurs soulignent le fait que ces cinquante coaccusés sont des « Messieurs-tout-le-monde ». Eh oui, ce procès vient rappeler que l'écrasante majorité des viols dans la société sont le fait de proches des victimes, souvent le compagnon ou le mari. Les récentes affaires autour de la famille Duhamel ont rappelé également que l'inceste reste un fait ordinaire dans bien des familles...

Entre 2020 et 2021, le nombre de féminicides a augmenté de 20 %, et les études montrent que seuls 0,6 % des viols et tentatives de viol ont donné lieu à une condamnation. Les révélations autour de l'abbé Pierre, dont le pape vient de reconnaître que le Vatican connaissait les agissements, montre combien les institutions cherchent à camoufler cette violence ordinaire.

### Un crime à l'image de la violence de la société capitaliste et patriarcale

Ces crimes sordides n'ont en réalité malheureusement rien d'étonnant dans la société dans laquelle nous vivons. L'exploitation est le fondement du capitalisme qui s'appuie sur tout ce qui peut la maintenir, et l'oppression des femmes en fait partie. En 2024, les femmes gagnent encore en moyenne 24 % de moins que les hommes. Pour perpétuer leur domination, les capitalistes utilisent tout ce qui peut diviser les travailleurs et travailleuses : le sexisme, le racisme et les préjugés les plus réactionnaires en sont des exemples.

### Des luttes des femmes qui donnent espoir

Gisèle Pelicot a fait le choix de refuser le huis clos et de témoigner à visage découvert dans la presse : « Ce n'est pas pour moi que je témoigne, mais pour toutes ces femmes qui subissent la soumission chimique », a-t-elle dit. Son avocat a ajouté : « Il faut que la honte change de camp. » Samedi 14 septembre, des milliers de femmes ont manifesté en soutien à Gisèle Pelicot et contre les violences faites aux femmes.

Cette vague de solidarité entre en résonance avec le soulèvement des femmes en Inde contre le viol et le meurtre d'une jeune médecin dans l'hôpital où elle exerçait. Elle fait écho à toutes les mobilisations des femmes qui ont eu lieu ces derniers mois à l'échelle internationale, contre la tentative d'interdiction de l'avortement en Pologne, pour sa légalisation en Argentine, sans oublier le mouvement révolutionnaire des femmes en Iran...

Nous sommes résolument du côté de ces femmes qui se battent, pour en finir avec le capitalisme, ses oppressions, et toutes les violences qui en découlent.

## RÉUNION - DÉBAT

avec le NPA Jeunes Révolutionnaires

Face à l'extrême-droite,  
la misère et la guerre :  
soyons la génération révolution !

**Judi 19 septembre - 18H**

Campus du Saulcy - Amphi 3, UFR Arts, Lettres, Langues

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :



## EN BREF

### **IRTS : bienvenue dans le social...**

Les IRTS ont fait leur rentrée ! C'est le retour des galères que nous ne connaissons que trop bien : absence de restauration CROUS, recherches de stage, difficultés liées aux coupes budgétaires dans l'ensemble du secteur social. C'est ce qui avait mis en mouvement les étudiant-e-s de nombreuses écoles ces dernières années : à Echirolles, à Nantes, à Montrouge, Paris, Versailles, etc. Exemples à suivre ?

### **Plan "social" à la PJJ**

Les 14 et 29 août, les agents ne se sont pas laissés faire et se sont mobilisés pour dénoncer le plan social prévu par la direction de la PJJ. Les contrats de 500 contractuels n'ont pas été renouvelés au 1er septembre malgré les 3 millions d'euros débloqués à l'issue de la grève du 14 août. Alors l'intersyndicale PJJ appelle à une nouvelle grève le 19 septembre ! L'ensemble du secteur social est concerné par ces attaques et devrait s'en saisir pour renforcer cette lutte. Un prélude avant de rejoindre les autres secteurs, en préparant la grève interprofessionnelle du 1er octobre !

### **Enable Scotland : grève pour les salaires en préparation**

Les salarié-e-s d'Enable Scotland, l'un des principaux employeurs du travail social en Ecosse, votent du 13 septembre au 4 octobre pour décider d'une grève en faveur d'un salaire minimum de £15. Lancé par le syndicat Unison, l'appel à la grève survient après l'échec des négociations avec l'employeur.

Chargé d'accompagner dans l'apprentissage les personnes en situation de handicap, Enable est marqué par un fort turn-over qui dégrade les conditions de travail et d'accueil. Les salarié-e-s se préparent à engager la lutte pour inverser la tendance et imposer leurs conditions aux financeurs, parmi lesquels figurent la banque Barclays. Ils ont évidemment notre entière solidarité !

### **L'in-protection de l'enfance**

Ce n'est pas une nouveauté mais il est important de le rappeler : la protection de l'enfance n'a pas les moyens de faire face aux missions qui lui incombent. Certains nous diraient que « l'argent n'est qu'une ressource » comme peut l'être l'engagement, l'investissement, l'assiduité, etc. Sauf que le manque de moyens financiers entraîne un manque de personnel, un manque de moyen matériel et une augmentation de la charge de travail, qu'aucun engagement ne peut combler. Très concrètement, depuis plusieurs années, cela se traduit par l'impossibilité de placer certains enfants. Aujourd'hui, même lorsqu'un juge des enfants a déterminé que des mineurs vivaient un danger grave et imminent au domicile familial – et pas seulement un risque potentiel – certains sont obligés d'y rester, par manque de place. Pour changer cette situation dramatique, il faut investir des moyens financiers supplémentaires !

### **Abbé Pierre : confessions et mauvaise foi**

Face aux multiples accusations d'agressions sexuelles visant l'abbé Pierre, Emmaüs et sa fondation éponyme font mine de se repentir en annonçant un changement de nom. Pourtant, pendant des décennies, l'association a couvert l'abbé, tout en exploitant son image faussement immaculée pour servir ses affaires. Derrière son image de prêtre défenseur des pauvres s'est mise en place toute une chaîne de centres d'hébergement et de structures sociales dont les pratiques sont bien peu charitables : les "compagnons" sont durement exploités. Avec la révélation de ses agissements, la fondation n'a plus d'autre choix que de réagir. À l'instar de l'affaire Pélicot, où la victime a exigé que son témoignage soit rendu public, cette situation illustre la sordide réalité de cette société patriarcale. Briser l'omerta et se mobiliser sont les seules voies pour mettre fin aux violences sexistes et sexuelles et à l'impunité de leurs auteurs.

### **Hébergements 115 insalubres**

En Moselle, on ne compte plus les places d'hébergement d'urgence en hôtel insalubre, anciens foyers Sonacotra grouillant de cafards et autres hôtels délabrés. Si certains de ces bâtiments voient chaque année leurs démolitions repoussées c'est bien parce qu'il y a des opérateurs associatifs et privés qui s'en saisissent pour y héberger ceux que la société capitaliste ne veut pas voir. Une belle aubaine pour les bailleurs de sur-rentabiliser des biens ayant largement atteint leur durée de vie normale.

La loi du 115 ne laissant pas le choix aux usagers de refuser ces conditions de vie, nous, travailleurs sociaux, pouvons dénoncer ces conditions d'accueil indécentes et nous organiser pour nos conditions de travail et de meilleurs salaires.

### **Contre le gouvernement Barnier-Macron-Le Pen**

La nomination de Barnier comme Premier ministre scelle l'alliance entre Macron et le RN. Il sait qu'il a besoin des voix des députés RN pour éviter une motion de censure. Les dirigeants du NFP ont entretenu l'illusion qu'on pouvait lutter contre la percée du RN en appelant au front républicain lors des dernières législatives, quitte à appeler à voter Borne ou Darmanin. Mais qui pouvait imaginer que cela engagerait Macron ? Ce n'est pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée, que nous obtiendrons quoi que ce soit, mais dans la rue, par des luttes. Il faut s'attaquer à la racine du problème : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en dégradant les conditions de travail, en multipliant les suppressions d'emplois, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules les luttes des travailleurs et de la jeunesse peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. C'est dans cela qu'il faut mettre toutes nos forces. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève le 1er octobre pourrait en être le premier round. Répondons-y massivement.

*Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler ! Une info à nous transmettre ?  
Ecris-nous : [npa.revolutionnaire.lorraine@gmail.com](mailto:npa.revolutionnaire.lorraine@gmail.com)*